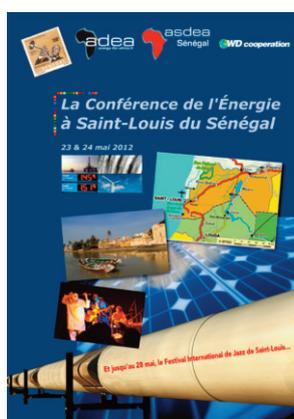


Réunion du think-tank *Énergie pour l'Afrique* du 11 juin 2012

Le think-tank *Énergie pour l'Afrique* s'est réuni pour la deuxième fois le 11 juin avec un programme largement consacré aux défis de la formation à l'énergie en Afrique et aux questions de financement du développement.

• Retour sur la Conférence de l'Énergie à Saint-Louis



Jean-Pierre Favennec a présenté le cadre de la conférence qui s'est tenue les 23 et 24 mai à Saint-Louis du Sénégal intitulée «Le fleuve Sénégal et l'Énergie : une chance pour le développement de la sous-région». Plus de 60 acteurs économiques, universitaires et financiers du secteur de l'énergie ont confronté pendant deux jours

leurs analyses sur les perspectives énergétiques de la sous-région (Sénégal, Mauritanie, Mali, Gambie notamment) : quelles offres et quelles adaptations face aux défis du changement climatique et aux perspectives de développement ? Cette conférence a été fertile et productive avec vingt-quatre communications de grande qualité, quatre groupes de travail et 10 recommandations •

• La Formation, clé du développement énergétique en Afrique

par Mme Christine Heuraux, directrice Appui à la formation EDF développement International. Christine Heuraux a été de 2007 à 2012 Directrice du Pôle Accès à l'Énergie à EdF où elle effectuée de nombreuses missions tournées vers les pays d'Afrique.

Mme Heuraux a publié en 2010

L'électricité au cœur des défis africains et en 2011 La Formation au cœur du développement.

Mme Christine Heuraux a présenté ses analyses sur les défis de la formation professionnelle en Afrique subsaharienne pour le secteur de l'énergie.

L'Afrique subsaharienne connaît un boom démographique. Sept à douze millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. 72 % des moins de 35 ans sont au chômage. En progrès, le système éducatif reste à parfaire. Le secondaire, y compris le technique et professionnel reste le parent pauvre de l'éducation. Seuls 5% d'une classe d'âge accèdent à l'Université. La plupart des pays manquent d'une politique de formation définie. Les zones rurales sont particulièrement délaissées. Les compétences professionnelles font défaut.

L'accès à l'énergie en quantité et qualité suffisantes est une condition clé du développement de l'Afrique subsaharienne. Pour être durable, l'apport financier et technique doit être complété par un transfert de compétences. Un rapport sans concession de l'UEMOA a dressé un état des lieux des insuffisances qui pèsent sur tout le système éducatif de ses pays membres. L'atout objectif d'une population jeune pour une région économique en pleine croissance»

Énergie pour l'Afrique: complétant les activités de l'ADEA, le think-tank *Énergie pour l'Afrique* s'est constitué en mai 2012 afin d'apporter des regards croisés sur les questions d'accès à l'énergie sur le continent africain privilégiant les populations, les technologies adaptées au contexte socio-culturel et le développement raisonné. Le think-tank réunit cinq fois par an chercheurs, spécialistes, investisseurs, représentants des pays et ONG dans le but d'apporter des regards croisés et complémentaires sur les questions de l'énergie et du développement.

Énergie pour l'Afrique se mobilisera pour proposer des axes de recherches et des recommandations pertinentes.

Énergie pour l'Afrique est coordonné par Philippe Lambert, ADEA sous la présidence de Jean-Pierre Favennec.

➤ risque ainsi de se transformer en défi majeur. Le secteur de l'électricité illustre parfaitement les attentes et opportunités pour ce couple jeunesse-croissance, tant en milieu urbain que rural.

Le secteur électrique de l'Afrique subsaharienne est encore largement sous-dimensionné avec un accès moyen des populations à l'électricité de 40 % et de 12 % en zone rurale. Ce sous-équipement coûte environ 2,7 % de PNB par an à l'économie subsaharienne. Une enquête sur le terrain dans 10 pays d'Afrique de l'Ouest a permis d'évaluer la situation et les besoins de tous les métiers de l'électricité à tous les niveaux de formation et de responsabilité pour les différentes catégories d'acteurs. Il en résulte une demande et des besoins forts chez tous les acteurs, tant en recrutement qu'en formation continue pour les personnels. Cette remarque vaut, aussi bien pour les sociétés électriques nationales (production, distribution, gestion, transport), que privées en électrification rurale. Et bien sûr pour les industriels de maintenance.

Si l'offre en formation professionnelle des établissements publics et privés est globalement suffisante, les deux niveaux de formation (initiale et continue) doivent être renforcés pour offrir une formation plus pratique et adaptée aux métiers de l'électricité.

Deux types de besoins sont signalés : les besoins centralisés des fournisseurs clé des milieux urbains (sociétés nationales) et les besoins en milieu rural (opérateurs



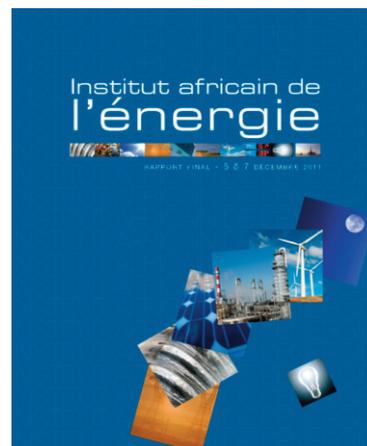
privés de toute petite taille) où il n'existe traditionnellement aucune infrastructure de formation spécifique. Il faut prioritairement promouvoir la formation pratique à partir des besoins et de la compréhension du terrain et redonner la priorité aux formations de techniciens et aux qualifications courtes.

Christine Heuraux a présenté les initiatives pilotes menées par EDF pour faciliter l'émergence de pôles d'excellence pour les compagnies d'électricité de l'Afrique de l'Ouest ainsi que pour la constitution d'une filière de formation avec les agences d'électrification rurale au Mali et au Burkina Faso. Ces initiatives bénéficient de l'appui financier de bailleurs tels l'AFD et l'Union Européenne.

Le succès de ces coopérations et aides dépendra de plusieurs conditions fondamentales : la prise en main par les acteurs africains des orientations stratégiques et de la mise en œuvre pratique des politiques de formation ; la définition d'un modèle économique viable dans la durée ; des aides à effets d'échelle suffisants évitant les « saupoudrages » ; les partages d'expérience et la démultiplication des bonnes pratiques •

• L'Institut Africain de l'Énergie : une formation pour les Africains et par les Africains.

Présentation de François Verdier, Secrétaire général et Vice-Président de l'ADEA.



Afin de contribuer à améliorer l'offre de formation aux professionnels, cadres, techniciens et agents de maîtrise de se former dans les secteurs hydrocarbures, électricité et énergies renouvelables, le ministre délégué à l'Énergie, l'ADEA et l'ASDEA ont décidé de créer l'IAE pour permettre aux entreprises et aux administrations du secteur de disposer de collaborateurs pleinement opérationnels. L'Institut démarrera en 2012 à Dakar avec une structure très légère. A vocation principalement régionale, l'IAE accueillera des professionnels et étudiants du ➤

» monde entier et en particulier d'Afrique. Les formations couvriront l'ensemble des filières du secteur énergétique: pétrole, gaz naturel, électricité, énergies renouvelables. Elles visent à former des spécialistes et opérateurs pour les sociétés du secteur privé ou public. Les activités de l'Institut s'articuleront autour des grands axes concernant le secteur de l'énergie: recherche, formation technique, études, publications, organisation de conférences et colloques.

• Développement énergétique en Afrique: défis et financement

Présentation de Papa Amadou Sarr, Conseiller Coopération Régionale Afrique, Centre de développement de l'OCDE.

Malgré ses avancées notables sur le plan économique et social, l'approvisionnement en énergie n'est pas à la hauteur de la demande intérieure et des besoins en énergie du continent africain afin de soutenir une croissance durable.

Environ 80 % des 1,5 milliard de personnes dans le monde qui n'ont pas accès à l'électricité vivent en Afrique subsaharienne, et dans des zones rurales, pour la plupart

À l'heure actuelle, les principaux défis auxquels est confronté le secteur de l'énergie en Afrique sont les suivants : i) insuffisance de la capacité de production ; ii) électrification limitée ; iii) faibles taux de consommation d'énergie ; iv) manque de fiabilité des services ; v) niveau très élevé des coûts moyens de production ; et vi) dé-

ficit important de financement (environ 23 milliards de dollars par an selon la Banque Mondiale).

L'Afrique pourra-t-elle être au rendez-vous des défis énergétiques auxquels elle fera face ?

Le manque d'infrastructures robustes est considéré comme un des facteurs qui brident la croissance économique d'un certain nombre de pays africains. En particulier, la cherté et le peu de fiabilité de l'approvisionnement en énergie, conjugués à la faiblesse des réseaux de transport, accroissent le coût économique global, réduisent la productivité et la compétitivité globales (de 40%), et freinent le progrès social.

Pour attirer le secteur privé dans le financement de l'énergie en Afrique, les gouvernements doivent promouvoir un cadre juridique propice et un environnement favorable à l'investissement privé.

Pour s'attaquer à ses défis énergétiques, l'Afrique devra procéder à un changement de paradigme afin de tirer parti de ses vastes ressources renouvelables, et notamment du potentiel hydro-électrique. Par exemple, le Fonds pour les technologies propres, qui devrait attirer des ressources au moins égales à quatre fois sa valeur dans les solutions d'énergie propre, y compris les investissements dans l'efficacité énergétique, l'énergie renouvelable et le transport durable.

Les financements publics, publics et privés, voire en partenariat public-privé, doivent être mobilisés.

Un cadre juridique et réglementaire juste et favorable doit viser à favoriser l'articulation entre les différentes sources complémentaires. Ces ressources pourraient provenir notamment de la fiscalité, de l'aide publique au développement, des contributions des pays donateurs émergents (Chine, Brésil, Inde etc.) et de formes innovantes de financement.

Les Banques Multilatérales de Développement (BMD) peuvent jouer un rôle clé pour remédier au déficit énergétique de l'Afrique en facilitant des projets nationaux et régionaux de grande envergure.

Enfin, il faut rappeler que le financement de l'énergie reste une question de souveraineté et devra être assuré en majorité par des ressources publiques, donc par la mobilisation des ressources nationales (publiques et privées).

L'Afrique devra compter d'abord et surtout sur elle-même pour le financement de son développement énergétique, qui se traduira par un développement socio-économique plus harmonieux •

Contacts :

• Philippe Lambert
Tel: 33 (0)6 07 36 56 33
philippehlambert@gmail.com

• Jean-Pierre Favennec
Tel: 33 (0)6 08 49 19 15
jean-pierre.favennec@ifpen.fr

• François Verdier, IAE
francois.verdier.pro@gmail.com

• ADEA
Tel: 33 (0)1 47 16 97 92
latifa.hanifi@bestcap.fr